



Communiqué des organisations syndicales de la Fonction publique

CGT – CFDT – FO – UNSA – FSU – CFTC – CGC

Le Ministre de la Fonction publique a déclaré avoir entendu le mécontentement qui s'exprime sur les formes, méthodes et contenu du dialogue social dans la Fonction publique, et qui a conduit à ce que l'ensemble des organisations syndicales ne participent plus, depuis plusieurs semaines, aux instances paritaires et groupes de travail.

Les organisations syndicales ont enregistré les intentions du Ministre pour des rencontres visant à aborder « méthode, objectifs et calendrier » du dialogue social. Aucun engagement n'a été pris.

Les intentions demandent à être vérifiées par des actes, tant dans leur réalité qu'en terme de contenu. C'est ce que nous entendons vérifier dans les jours qui viennent lors des réunions de travail proposées par le Ministre. Dans l'immédiat nous demandons, pour engager une nouvelle approche du dialogue social, le report de l'examen, par les prochains Conseils supérieurs, du projet de loi sur les handicapés qui, en l'état, n'a fait l'objet d'aucune concertation.

Les organisations constatent que le contentieux salarial reste entier : le Ministre refuse toujours l'ouverture des négociations salariales qu'elles réclament.

Elles confirment donc leur appel à l'intervention des personnels et proposent de faire de la semaine du 26 au 30 janvier une semaine d'actions unitaires diversifiées dans les régions, départements, collectivités, établissements et services : rassemblements, délégations, utilisation de la carte pétition et de l'argumentaire qu'elles ont édités en commun etc.

Elles appellent leurs structures territoriales à se rencontrer pour mettre en œuvre ces dispositions.

Paris, le 9 janvier 2004, 13 heures.